

I'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Spécial
MAREE NOIRE
4
PAGES
UOPDP

Communes au Quotidien du Peuple
et à l'Humanité rouge

Reçu à l'Elysée, il a prétendu
représenter les travailleurs

MARCHAIS L'IMPOSTEUR

Flanqué de son secrétaire personnel et de son attaché de presse, Marchais a donc gravi à son tour les marches de l'Elysée pour aller s'entretenir avec Giscard.

La déclaration qu'il a faite après une rencontre qui aura duré une bonne heure s'accompagne d'un luxe de précautions oratoires sur le sens de cette démarche.

« Le PCF, a-t-il proclamé, est convaincu que la majorité qui vient d'être reconduite ne résoudra pas plus qu'hier les problèmes posés à notre pays ». Et de trompeter : « Nous sommes résolument dans l'opposition... Nous continuerons de lutter pour le Programme commun ».

En fait, au-delà de ces affirmations démagogiques, le premier dirigeant du PCF est tout bonnement allé à son tour marchander avec Giscard son propre statut dans l'opposition bourgeoise. Qu'a-t-il réclamé ? Un peu plus de participation pour tous les citoyens, un peu plus de temps de présence à la télé, un peu plus de prérogatives pour les régions et les communes et, comble de l'odieux, un peu plus « de libertés démocratiques dans les départements d'outre-mer ».

Il a revendiqué davantage d'honneurs et de pouvoirs parlementaires en exigeant pour le PCF une présidence de commission à l'Assemblée nationale.

L'habituelle et écœurante démagogie enveloppait le tout. Marchais a osé affirmer qu'« un premier souci » l'animait au cours de ses entretiens « celui de faire entendre la voix de millions de travailleurs, de simples gens ». C'est une mensonge, une imposture ! Les ouvriers, les petits paysans, les employés, tous les travailleurs savent bien qu'il n'existe qu'une seule façon de faire entendre leur voix : s'unir dans la lutte pour arracher aux exploiters et à leur gouvernement leurs revendications légitimes.



Mais de luttes, il n'a pas été question dans les entretiens et les discours de Marchais. Pas plus que dans ceux de Ségué qui Giscard appelait le même jour. « Nous allons savoir dans des délais très brefs, nous l'espérons, affirmait Ségué à l'issue de cette rencontre, s'il est possible de négocier sur les grands problèmes sociaux... S'il n'y a pas de réponse après la constitution du gouvernement, on pourra alors se poser des questions sur les véritables intentions des audiences de M. Valéry Giscard d'Estaing ». N'est-ce pas tout vu d'avance ?

N'est-il pas évident que le gouvernement et le patronat sont toujours prêts à entamer d'interminables négociations destinées à paralyser l'initiative et la volonté de lutte des travailleurs ?

Une fois de plus, les politiciens du PCF cautionnent cette politique et jouent avec les revendications des travailleurs pour se remettre en selle dans leur course au pouvoir capitaliste. Une fois de plus, ils trouveront les travailleurs dressés pour la lutte en travers de leur chemin.

Une fois de plus, ils trouveront les travailleurs dressés pour la lutte en travers de leur chemin.

• Procès Pailleron

Peines dérisoires pour les principaux responsables

La 16^e chambre correctionnelle de Paris a rendu jeudi 30 mars son verdict au sujet des responsabilités du drame du CES Pailleron qui, en février 1973, avait fait vingt morts dont seize enfants. Comme il fallait s'y attendre, ce verdict est d'une extrême indulgence à l'égard des responsables principaux de l'incendie du CES.

Le haut fonctionnaire, Jean Raynaud, est condamné à un mois de prison avec sursis. Un autre fonctionnaire, Albert Bouzoud, est condamné à huit mois de prison avec sursis, l'architecte, Michael Keyte, à quinze mois avec sursis, l'entrepreneur Hubert Leffevre à dix-huit mois avec sursis. Un adjoint de Bouzoud est condamné à quatre mois de prison avec sursis. Quatre personnes ont été relaxées.

Les peines infligées à ceux qui sont responsables de la mort de vingt personnes sont dérisoires. Elles le sont d'autant plus si on les compare à celles qui ont frappé les deux jeunes qui avaient mis le feu dans une corbeille de papiers à partir de laquelle le feu s'était rapidement propagé. Ces jeunes ont, eux, été condamnés à cinq et quatre ans de prison avec sursis.

Les peines des responsables tombent de plus avec

l'amnistie. Finalement donc ces peines sont toutes formelles et en réalité n'existent pas.

La justice bourgeoise, si prête à condamner lourdement des gens du peuple, fait preuve d'une extrême indulgence pour les gens haut placés et pour les capitalistes même lorsqu'ils sont responsables de mort d'hommes comme c'est ici le cas. Que l'on songe que le même jour, à Aix-en-Provence, un jeune normand qui manifestait contre la suppression d'emplois dans l'enseignement a été inculpé pour « coups et blessures et outrage à agents ». Il risque d'être condamné plus lourdement que Jean Raynaud.

Il faut aussi souligner que le tribunal a relevé

parmi les motifs de son indulgence « la respectabilité des prévenus ». Par contre, elle a qualifié d'« acte criminel » le geste des jeunes. Comme si construire des CES qui flambent comme du papier ne constituait pas un acte criminel. Il existe donc des justiciables respectables et d'autres qui ne le sont pas.

Autre circonstance atténuante des plus curieuses : le souci de rapidité de construction des bâtiments scolaires. Or, cette rapidité s'accompagnait inévitablement du non-respect des normes de sécurité. L'indulgence du tribunal est donc poussée à l'extrême. N'est-ce pas au contraire un motif de sévérité dans le jugement rendu ?

Une nouvelle fois, au cours de ce procès, où rappelons-le, il a fallu l'action opiniâtre des familles pour que les responsables soient traduits en justice, celle-ci aura montré son caractère de classe.

*Soutien au
peuple
palestinien et au
Mouvement
national libanais*
MANIFESTATION

Samedi 1er avril à 15 H
à République

A l'appel des organisations arabes en France, de l'AMFP, de l'Humanité rouge, du PCRml, de l'UCFml, de l'OCT.

MEETING

Vendredi 31 mars à 20h30
salle B de la Mutualité

Organisé par l'Union générale des étudiants palestiniens avec le soutien des organisations politiques, étudiantes, ouvrières à Paris.

Combien faut-il de morts pour que des mesures soient prises ?

Mardi dernier, un autobus est tombé dans un ravin au pied de la route du col de Peyresourde dans les Pyrénées. Cet accident a fait huit morts dont quatre enfants et vingt-cinq blessés. Ainsi que le souligne le communiqué de presse de la Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT, ce qui est en cause ce sont les conditions de travail et d'embauche des chauffeurs, c'est l'état du matériel. Des témoins racontent : « Nous revenions de la station des Agudes... Nous avions descendu sans problème la plus grande partie du col de Peyresourde lorsque le car a dû s'arrêter

à un feu rouge à Saint-Aventin... On a alors senti une odeur de brûlé, je suis descendu au feu rouge ».

Après avoir redémarré, le chauffeur arrêta de nouveau l'autobus quelques mètres plus loin et coupa le moteur. « Je suis de nouveau descendu, raconte le témoin, rien d'anormal. Puis soudain, la car s'est ébranlée, a pris de la vitesse dévalant la pente. Le conducteur a essayé de remettre le moteur en marche. Le car a parcouru la ligne droite, a accroché le terre-plein puis a basculé dans le vide... ».

Ainsi donc une défaillance des freins semble expliquer le drame.

Communiqué de la fédération générale des transports et de l'équipement CFDT

Huit morts, vingt-cinq blessés, c'est le tragique bilan du nouvel accident de car qui s'est produit le 28 mars à Bagnères-de-Luchon.

La Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT affirme que cette nouvelle catastrophe, comme celles de Laffrey en 1975 (29 morts), de Saint-Maurice-S/Lignon en 1976 (4 morts), de Lyon en 1976 (13 morts) ou encore celle de Moulins (3 morts) au mois de janvier dernier, ne doit rien à la fatalité.

Une fois encore se trouvent certainement posés les problèmes

— De l'état du matériel.

— De l'emploi, la formation et la qualification des conducteurs ainsi que leurs conditions de travail et de rémunération.

La FGTE-CFDT exige que toute la lumière soit faite sur cette nouvelle catastrophe.

Comme dans l'affaire de la pollution des plages de Bretagne, on n'a pas tiré les enseignements des catastrophes précédentes. On peut en effet constater que rien n'a été fait pour améliorer les règles de sécurité

des transports, collectifs par route, malgré les accidents de Laffrey, Saint-Maurice-de-Lignon, Lyon et Moulins.

La FGTE-CFDT demande la réunion d'une table ronde afin que des solutions soient enfin trouvées pour éviter le renouvellement de ces drames.

Pour la CFDT, ces solutions passent par :

1) La revalorisation du métier de conducteur d'autocar en améliorant :

- La formation professionnelle,
- La garantie de l'emploi,
- Leurs conditions de travail et de salaire.

2) La proscription de tout embauchage de conducteur d'appoint, d'extras, ou du noir,

3) Un contrôle plus strict de l'entretien et de l'état des véhicules.

4) L'obligation sur tous les autocars de ralentisseurs électriques, etc.

Combien faudra-t-il de catastrophes pour que des mesures efficaces soient prises ?

Paris le 29 mars 1978

• Pays basque

L' Aberri Heguna

Le dimanche 26 mars, a eu lieu dans plusieurs villes du Pays Basque, l'Aberri Heguna (Journée de la patrie). C'est la première fois depuis la guerre civile d'Espagne de 1936-39, que cette fête était permise par le gouvernement. (Elle avait lieu malgré les interdictions, les années passées).

Du côté Nord, occupé par l'État français, un rassemblement a eu lieu au sommet de la Rhune, montagne près de Saint-Jean-de-Luz.

De nombreux militants s'y sont rendus, à pied en dépit de la distance et du mauvais temps.

Une prise de parole a eu lieu devant des centaines de manifestants, pour protester contre l'arrestation, au mois

de décembre dernier, d'un camarade révolutionnaire basque, Xan (Jean-Claude Marguirault) et de Alberto, Mendigueren, tous deux croupillés dans la prison de Bayonne, dans des conditions lamentables.

La foule a scandé des slogans de liberté pour Xan et Alberto, « Que vive le pays Basque libre et socialiste ! »

Par ailleurs, à Saint-Sébastien, des manifestants ont eu à subir les forces de répression policières pour avoir porté des autocollants indiquant le soutien à l'ETA (Euzkadi-Ta-Askatasuna : Pays basque et liberté).

Liberté à Xan et Alberto,

Vive le socialisme,
A bas le capitalisme,

• Chine

La science est une force révolutionnaire

Ces jours-ci, se tenait à Pékin une conférence nationale sur les sciences, qui n'a pas de précédent dans l'histoire récente de la Chine ; 6 000 délégués rassemblant des cadres politiques, des chercheurs scientifiques et techniques, des ouvriers et paysans, ont écouté et discuté les rapports présentés par les plus hauts dirigeants du pays. L'objectif fixé à cette conférence est la mobilisation de tout le parti et de tout le pays pour qu'ils accordent au développement des sciences l'attention qui lui revient et l'adoption des mesures nécessaires à son accélération.

Trois grandes questions ont été au cœur de la conférence : la compréhension du fait que la science est une force productive, la formation d'un important contingent de scientifiques et techniciens de qualité et doués d'une conscience socialiste, l'élévation du niveau scientifique de tout le peuple.

Nous publions ci-dessous quelques extraits du très important discours prononcé devant la conférence par le président Houa Kuo-feng.

« Il y a dans le monde divers types de modernisations. Il y a la modernisation capitaliste, impérialiste, il y a aussi la modernisation révisionniste, social-impérialiste, mais celle que nous voulons, c'est la modernisation socialiste, une modernisation que nous réaliserons en persévérant la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat... »

«... La science est une connaissance qu'on ne peut acquérir que d'une manière honnête, elle n'admet pas la moindre hypocrisie ni la moindre présomption. Seules l'honnêteté, la modestie et la persévérance permettent d'apprendre réellement quelque chose.

« Avec l'élévation du niveau scientifique et culturel de toute la nation, nous pourrions mieux encore armer les cadres et les masses du marxisme, du léninisme, de la pensée maotsetoung. Dans le domaine des sciences de la nature, ni la théorie ni l'expérimentation ne peuvent s'écarter du matérialisme et de la dialectique.

Nous devons encourager les travailleurs spécialisés dans la recherche sur les

sciences de la nature à se guider consciemment sur la conception marxiste du monde dans leur activité.

Par ailleurs, il faut propager largement le matérialisme et la dialectique parmi les masses par l'étude des sciences et des techniques ainsi que par la participation à l'expérimentation scientifique.

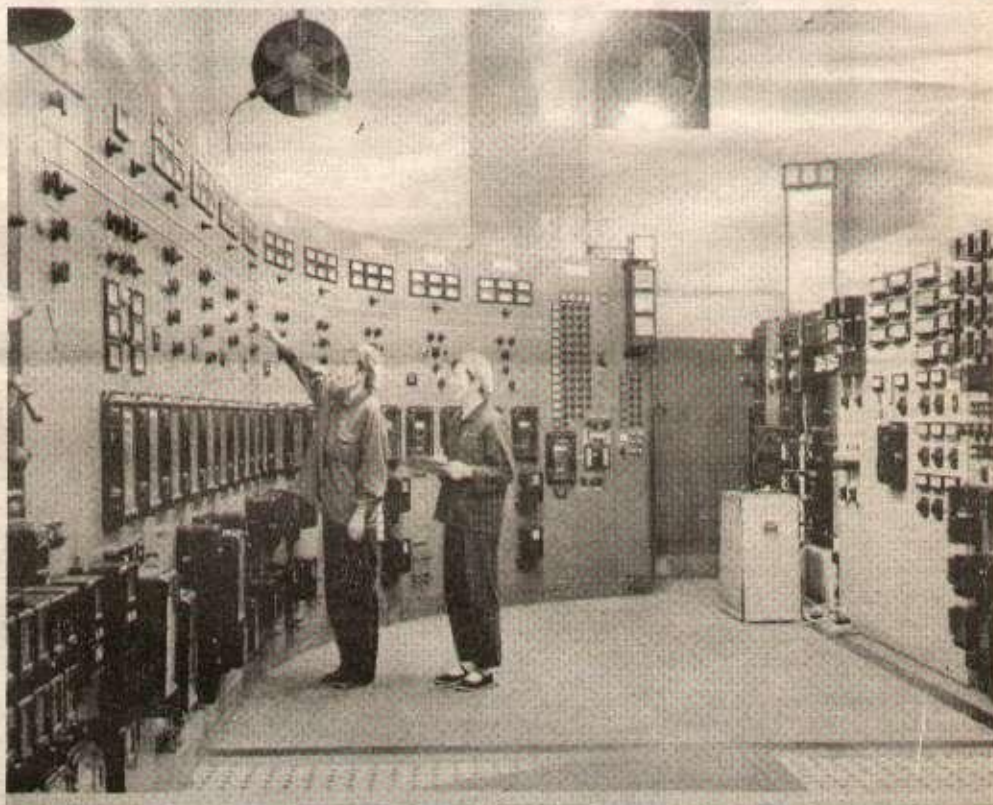
« C'est de la somme des

« L'écart entre notre science et le niveau avancé du monde, qui s'était déjà réduit, s'est de nouveau creusé. Un tel état de choses

nous montre, par la négative, qu'élever le niveau scientifique et culturel du peuple n'est pas du tout une simple question relevant du domaine professionnel, mais représente une grande lutte de classes.

«... L'accomplissement

que les scientifiques et les techniciens ne cessent d'élever leur niveau de conscience politique, servent de tout cœur le socialisme, s'incorporent aux ouvriers, aux paysans et aux soldats, et que sur le plan professionnel, ils se consacrent tout entier à leur tâche, toujours en quête de perfection, associent leur recherche individuelle à la sagesse collective et s'efforcent d'escalader les sommets des



Dans la chambre de commande de la centrale de Yangchoupou à Changhaï.

connaissances de l'humanité que le marxisme tire son origine. En se fondant sur l'ensemble des connaissances qu'il a puisées d'un esprit critique dans les sciences déjà créées, Marx a prouvé sa conclusion révolutionnaire. C'est pourquoi élever le niveau scientifique et culturel est très important pour bien étudier le marxisme, le comprendre de façon approfondie et le mettre en application.

« Par ailleurs, l'élévation du niveau scientifique et culturel de toute la nation favorise considérablement la mobilisation des larges masses populaires pour qu'elles puissent participer à l'administration des affaires d'État et à la gestion de l'économie, de la culture et de l'éducation, et permet, en même temps, le développement plus poussé de la démocratie socialiste dans la vie politique de l'État.

Dénouant la ligne révisionniste et le sabotage développés par la bande des Quatre, le président Houa poursuit :

de cette tâche est une entreprise qui intéresse directement les larges masses de notre peuple fort de centaines de millions d'hommes.

Ce n'est qu'en les mobilisant et en s'appuyant sur elles que l'on pourra entreprendre une telle œuvre ;

ce n'est qu'en les organisant effectivement dans tous les secteurs d'activité et à l'échelle nationale — ce qui signifie la mobilisation de l'ensemble de la population

— que l'on sera en mesure de la mener à bonne fin.

«... Nous souhaitons

sciences et des techniques. Nous souhaitons aussi que par les études théoriques, dans la lutte de classes et au cours de leur travail pratique, un nombre toujours plus grand de personnes parviennent à mieux comprendre le marxisme et à implanter solidement en eux la conception communiste du monde propre au prolétariat.

Ainsi, nous aurons en commun non seulement le langage du patriotisme et du régime socialiste, mais aussi, dans une plus large mesure que maintenant, celui de la conception communiste du monde ».

• Paris

Lundi 3 avril 1978

à 20 h 30

8, Villa du Parc Montsouris Paris 14e
L'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) organise une soirée de commémoration des luttes du peuple malgache

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18^e. Tél : 607.23.75.

Après la marée noire de l'«Amoco Cadiz»

LA COLERE BRETONNE



LA COLERE BRETONNE

ÉDITORIAL



Coincidence : au moment où l'imminence du deuxième tour des élections occupait le devant de l'actualité, l'échouage de l'*Amoco Cadiz* déclenchait la marée noire la plus dévastatrice, et de loin, qu'ait connue la France.

Bientôt, à Brest, la totalité des marins pêcheurs manifestent. Cela ne s'était jamais vu. Bientôt ils étaient plus de 20 000 : ouvriers, syndicalistes, marins-pêcheurs, travailleurs venus des environs et de nombreux jeunes, à former la plus puissante manifestation que l'on ait vue à Brest depuis 1968.

Quel décalage frappant entre les choix truqués des urnes, l'arithmétique des bulletins et la réalité, la profondeur d'une colère qui, à travers des exigences immédiates, met en accusation l'organisation même de cette société.

Ce qui a éclaté au grand jour, c'est l'incapacité, l'incurie, la faillite de la bourgeoisie qui nous gouverne. Ce sont souvent les mêmes, du genre Becam, qui viennent nous dire qu'ils ont pris des mesures radicales, que nous sommes encore très démunis face à de telles catastrophes, qui versent des larmes de crocodiles sur la pauvre Bretagne, et appellent, avec des trémolos dans la voix, Bellemare aidant, à la charité nationale. Mais ils ont eu onze ans pour se prémunir contre ce danger ! Onze ans depuis la marée noire du *Torrey Canyon*. Et entre temps, l'*Olympic Bravery*, puis le *Bohlen*. Onze ans, et ils n'ont rien fait, rien.

Alors pourquoi ? C'est la question qui se pose et qui doit être discutée. S'ils n'ont rien fait, c'est bien que courir ce risque faisait partie intégrante de leur système, de leur logique. Quand on a axé pendant des années la politique énergétique sur le pillage impérialiste du pétrole, alors on s'est placé dans la logique des grands trusts pétroliers, de leur course effrénée pour poursuivre ce pillage, augmenter les profits : lancer sur les mers des tankers géants, c'est réduire les coûts de fret, les coûts en personnel ; c'est gagner de l'argent ; raser les côtes, c'est gagner du temps, donc de l'argent ; négocier jusqu'au dernier moment les frais de remorquage, c'est encore gagner de l'argent. Et cela, c'est sacré : nul ne peut aller contre, ni s'en mêler. Pas même la Marine nationale. Sauf après coup : une fois que le pétrolier est devenu épave, et que sa cargaison de naphte ravage deux cents kilomètres de côte, alors, ce n'est plus l'affaire de la Shell ! Aux braves Bretons de prendre la pelle et le seau et de faire leurs comptes !

Ah ! Il aurait fallu déplacer loin des côtes, les chenaux de navigateurs ! On y avait pensé, mais c'est compliqué, très long à obtenir. À qui le fera-t-on croire ? Comment ne pas voir que, là aussi, le risque a été accepté, consciemment, parce que les intérêts internationaux en jeu étaient trop puissants, trop imbriqués avec

les intérêts capitalistes en France même, pour qu'un gouvernement pense même à les contrecarrer. Face à cela, le danger de ruiner toute une population de pêcheurs, d'ostréiculteurs, de goémoniers, de saccager l'équilibre écologique de toute une région ne pèse pas lourd.

Ce sont les grandes compagnies pétrolières (française y compris) qui dictent leur loi en matière de navigation.

Une grande solidarité s'est développée en Bretagne, mobilisant côte à côte pêcheurs, paysans, ouvriers et jeunes. Et cette solidarité si manifeste, bien au-delà de la Bretagne, dans le pays, le gouvernement essaie de la travestir en un mouvement de charité contre une catastrophe naturelle, en quelque sorte.

Mais dans de nombreux villages côtiers, l'action menée ensemble contre le sinistre, c'est aussi la formulation d'exigences précises, et la discussion sur les causes véritables de la catastrophe. Dans plusieurs villes et localités de Bretagne, des comités anti-marée noire se sont constitués et engagent la lutte.

Il s'agit de mettre pleinement à jour cette colère, qu'ils voudraient réduire au silence, fût-ce à coup de CRS et de grenades lacrymogènes. Il s'agit, pour préciser l'orientation de la lutte, ses cibles concrètes, pour unifier les forces, de débattre largement des questions de fond qui sont posées : qui est responsable de la catastrophe ? Qui l'a rendue et la rend toujours possible ? Pourquoi le choix prioritaire du pétrole avec toutes ses conséquences ? Pourquoi l'incurie du gouvernement ? Comment se fait-il, de façon particulièrement criante ici, que la population de toute une région ait été laissée complètement à l'écart de choix et de décisions si importantes et si graves pour elle ?

La réponse à ces questions va au-delà d'un choix entre droite ou gauche. On le voit sur le terrain : le PS a hésité et finalement n'a pas appelé à la manifestation de lundi à Brest. Quant au PCF, son intervention est tellement perçue comme une opération — voyante — de récupération, que le représentant de la CGT n'a pu, sous les huées des manifestants, achever sa prise de parole.

C'est une tâche importante de l'UOPDP, dans la période, que de s'engager pleinement dans cette mobilisation, de participer activement à l'organisation des forces, à la définition des objectifs, à l'avancée du débat politique. Devant ce fait brutal, qui met à nu la faillite de cette société pourrie, des forces vives sont mobilisées et veulent mener l'offensive contre le capitalisme. Pas seulement en Bretagne, mais dans tout le pays. L'Union doit contribuer à construire le front de lutte, autonome, conséquent contre le capitalisme en crise.

«Le responsable ne s'appelle pas fatalité»

Déclaration du comité UOPDP de Rennes

(...) Les travailleurs bretons savent bien que le responsable ne s'appelle pas fatalité.

Dès le lendemain de l'échouage de l'*Amoco Cadiz*, 2 000 personnes manifestent à Portsall. Le samedi Barre, venu discrètement en quête de quelques voix pour les élections, sera conspué à Lande de près de l'Aber Vra'ch, un des sites les plus touchés.

Dans la semaine qui suit, plusieurs manifestations ont lieu à Brest. Les marins réclament une indemnisation correcte, ils savent qu'ils ne pourront l'emporter que par la lutte. Beaucoup attendent les indemnités pour les dégâts causés par les marées noires précédentes.

Ils dénoncent l'incapacité du pouvoir («Plan Polmar canular») et la responsabilité des compagnies pétrolières («un seau, une pelle pour les armateurs»). Le lundi de Pâques une puissante manifestation qui re-

groupe 20 000 personnes a montré que la colère était grande chez les travailleurs brestoises.

A cela la bourgeoisie a apporté une réponse dont elle est coutumière : l'envoi des CRS contre les manifestants. Tous les jours, radio et télévision se livrent à une concurrence acharnée sur le thème de la «solidarité nationale». Voilà un bon moyen d'essayer de faire oublier les responsabilités écrasantes des compagnies pétrolières et de l'Etat capitaliste dans la catastrophe, un bon moyen pour tenter de détourner les aspirations à la lutte des travailleurs.

Mais ces aspirations existent et se développent. Les marins bretons exigent que des mesures soient prises pour qu'une telle marée noire ne se reproduise pas (passage plus au large des pétroliers, installation d'un radar à Ouessant, réglementation de la taille des pétroliers).

Ils exigent des moyens de lutte efficaces contre la pollution et condamnent l'utilisation des détergents plus nocifs que le mal.

Ils exigent des indemnités correctes et immédiates. Aucun ouvrier, qu'il soit ouvrier, ouvrier agricole, marin-pêcheur, goémonier, petit paysan, ne doit perdre son travail et son salaire à cause de la marée noire.

Aux responsables de payer. En particulier, il serait inadmissible qu'un impôt marée noire fasse payer aux travailleurs ce qui doit l'être par les capitalistes.

Pendant les vacances de Pâques, des milliers de jeunes bénévoles vont participer aux opérations de nettoyage sur la côte. Pour sa part l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne participera à ce travail en venant prioritairement en aide aux travailleurs les plus touchés non pas, par exemple, aux capitalistes de l'huile qui sont aidés par l'armée alors que les petits producteurs passent après et sont ruinés.

Ce travail sera sûrement l'occasion d'un riche débat politique sur les responsabilités du capitalisme et les moyens de lutte pour changer cette société.

«Il faudra au moins 10 000 hommes au travail pendant deux mois pour tout nettoyer» affirme le préfet de la région Bretagne. Eh bien, voilà une bonne occasion d'embaucher, en les payant au moins au SMIC et dans des conditions de travail correctes, les chômeurs qui le désirent.

Le capitalisme qui va jeter au chômage des centaines de travailleurs, des marins-pêcheurs avec la marée noire, qui prive 60 000 travailleurs d'un emploi en Bretagne, peut payer !

L'UOPDP développera avec les chômeurs l'action en ce sens.

Le comité UOPDP de Tours nous a fait parvenir ce poème dont nous publions les deux dernières strophes.

Plus de pétroliers près des côtes !
Et plus de pétroliers géants !
Y a pas de loi, à qui la faute ?
Demandent des milliers de gens.
Pour toute loi dans ce système
Il n'y a que la loi du profit
Qui profite toujours aux mêmes.
Contre eux, il nous faut être unis !

REFRAIN :

Il faut nettoyer la terre
De toute cette vermine
Qui s'appelle propriétaire
Des trusts et des usines

Contre l'Etat que rien ne presse,
A Brest, 15 000 pêcheurs
Ont affronté les C.R.S.
Venus protéger les pollueurs.
Car ces pollueurs leur interdisent
De vivre et bosser au pays,
Voilà que se lève la brise,
Vent de révolte qui rugit !

REFRAIN

UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE SANS PRÉCÉDENT

«La campagne de pêche du lieu noir allait juste commencer. Maintenant c'est foutu». C'est avec amertume et colère que les pêcheurs de Portsall observent l'énorme nappe noire vomie par les cuves de l'Amoco Cadiz. Réveillés le vendredi 17 mars par une insupportable odeur de fuel, les pêcheurs ont trouvé au matin leurs bateaux repeints à neuf pour la saison, noirs du «light crude oil» de l'Amoco, supertanker affrété par la Shell faisant route vers le Havre puis Anvers.

SUR 200 KILOMÈTRES LA MARÉE NOIRE

Chaque jour, sous les coups répétés des lames, la carcasse de l'Amoco ne va pas cesser de se fissurer, des brèches s'ouvrent dans chacune des cuves qui contiennent au total 220 000 tonnes de fuel. Et inexorablement la nappe s'étend. Les premiers jours le vent l'a surtout poussée vers le sud jusqu'à la pointe de St Mathieu, puis elle s'est étendue vers l'Est de Portsall. Le mardi matin 21 mars Roscoff et l'île de Batz sont touchés. Puis ce sera au tour de la baie de Morlaix, Plougasnou et ses viviers de langoustes et de crustacés, enfin la côte du Trégor, la réserve d'oiseaux de mer de l'île

Rouzig jusqu'à l'île de Bréhat. Mais des nappes isolées progressent vers les îles Anglo-normandes.

200 kilomètres de côtes touchées. C'est une catastrophe qui dépasse de loin celles de l'Olympic Bravery du Bohlen et même du Torrey Canyon qui avait souillé les côtes bretonnes de 30 000 tonnes de fuel.

UN PÉTROLE PARTICULIÈREMENT TOXIQUE

Cette fois, la masse de fuel est sept fois plus importante. Sans compter que le «crude léger» de l'Amoco se révèle encore plus polluant. Si sa fluidité a l'avantage de faciliter son évaporation, ses in-

convénients se révèlent redoutables. Brassé par les vagues, le pétrole ne reste pas en surface; Alain Madec un ostréiculteur de l'Aber Benoit en a fait l'amère expérience: pompant à 5 mètres de profondeur pour alimenter ses bassins insubmersibles, il a constaté que l'eau était irisée de pétrole. Il a fallu déménager en hâte 30 tonnes d'huîtres plates. Mais dans les abers, les «fjords» bretons, il reste 1 300 tonnes d'huîtres dont 200 de plates, qui risquent bien d'être perdues. Les huîtres ne sont pas seules à être menacées. Le pétrole en eau profonde tue des milliers de poissons: on n'avait pas vu cela lors des précédentes marées noires. Pour la première fois aussi les crabes verts, pourtant d'une légendaire résistance meurent. Très fluide, le pétrole s'insinue dans les moindres recoins de la côte découpée, pénètre dans le sable jusqu'à un mètre de profondeur: c'est une hécatombe de coquillages, et un énorme



Les goémons et les algues qui font partie de la production bretonne vont-ils disparaître au profit d'espèces plus résistantes mais inutilisables.

travail de nettoyage en perspective.

DANGERS POUR LE PRÉSENT... ET L'AVENIR

Aucune des richesses de la côte bretonne n'est épargnée. Les goémons de rives, les lichens, sont perdus. Des lamineuses mises à découvert par la grande marée noire du week-end dernier, que restera-t-il? Ces algues, du Nord-Finistère, transformées industriellement en gélinants et qui fournissent plus des trois quarts de la production totale française de goémon ne vont-elles pas céder la place à des espèces plus résistantes mais inutilisables? C'est en tout cas ce qui s'est

passé lors d'une pollution en Californie. Pour les oiseaux de mer enfin, les efforts de repeuplement entrepris depuis la catastrophe du Torrey Canyon sont réduits à néant. Dans la réserve des Sept-Îles, qui reprenait vie les fous de Bassan, les goélands argentés et surtout les guillemots, pingouins et macareux-moines périssent par milliers. Certaines espèces sont condamnées. Les «cloniques pour oiseaux mazoutés» ne peuvent que comptabiliser l'hécatombe.

Comme si la marée noire ne suffisait pas, l'utilisation massive d'anti-polluants va ajouter ses effets néfastes. Qu'il s'agisse des détergents très toxiques, ou des agglomérants, qui font descendre la nappe sur les

fonds marins, le remède est sans doute pire que le mal. Danger pour les crustacés et pour les «cantonnements» de repeuplement où ont été immergés des dizaines de milliers de «bébés» homards.

Ainsi, dans l'immédiat on peut affirmer que c'est l'ensemble des activités maritimes qui est compromis; mais on peut craindre qu'à plus long terme ne se fassent sentir de graves modifications de l'équilibre de la flore et de la faune. Si la mer a de grandes capacités à biodégrader les hydrocarbures, elles ne sont pas illimitées. Surtout quand on en est à la quatrième marée noire en onze ans!

UNE SÉRIE D'IRRESPONSABILITÉS

Après l'échouage de l'Amoco Cadiz, un seul homme est inculpé: le commandant du pétrolier Bardari. Mais est-ce le seul responsable?

9 h 50 GMT: alarme à la salle des gouvernails. Tentative de réparation. Eché.

11 h GMT: évacuation de la salle des machines. Appel radio à la station du Conquet. Arrêt des machines.

12 h GMT: Le Pacific arrive. L'Amoco est à 5 milles des côtes.

14 h GMT: la première remorque est passée, le pétrolier est tiré vers le Havre, pendant environ deux heures. L'haussière casse.

20 h GMT: une deuxième haussière est passée. Le Pacific tire l'Amoco vers la côte.

20 h 30 GMT: le pétrolier touche le fond. Il lance un SOS. Que s'est-il donc passé entre 10 h et 20 h 30? Pourquoi tout ce temps perdu?

Alors que le Pacific est rapidement sur les lieux, la première haussière est passée deux heures plus tard. C'est que le remorqueur et la compagnie qui l'a armé, négocieront avec l'armateur du pétrolier (la Shell)

le contrat de remorquage.

Un «coup» qui peut rapporter gros aux «pirates» modernes que sont les remorqueurs de haute-mer, toujours à l'affût d'une intervention qui sera l'objet de marchandages! Alors que l'accord est conclu (pour plusieurs millions semble-t-il) le remorqueur tire l'Amoco sur les hauts fonds. La Shell, armateur du pétrolier, n'avait-elle pas intérêt à causer une catastrophe qui lui aurait coûté moins cher qu'une immobilisation provisoire de son super tanker pour une réparation? Les frais de la pollution et le remboursement du pétrolier étant pris en charge par les assurances...

Pourquoi l'Amoco a-t-il été remorqué initialement vers le Havre? Un sous-marin nucléaire n'était-il pas de retour de mission, pour regagner la rade de Brest? Lorsque c'est ainsi, la marine nationale interdit toute navigation commerciale dans la rade, pendant plusieurs heures. Pourquoi la marine nationale qui suivra de loin toutes les opérations n'interviendra-t-elle pas? Pourtant une loi de juillet 76 lui en fait l'obligation, lorsqu'il s'agit de navires transportant des «hydrocarbures» ou autres



Trop d'irresponsabilités étaient rassemblées pour qu'un «accident» arrive

matières «pouvant créer de graves dangers». Elle se justifiera pourtant en disant qu'elle n'a pas à concurrencer les «privés». De toute façon ses moyens dérisoires ne lui permettraient même pas d'intervenir efficacement. Sur les trois remorqueurs dont elle dispose à Brest aucun

n'était disponible pour venir à la rescousse de l'Amoco.

Depuis la tragique série noire qui débuta par l'échouage du Torrey Canyon il y a 11 ans qu'a fait le gouvernement? Il semble que, plus soucieux d'avoir de bons rapports avec les

grands trusts pétroliers il n'a pris aucune mesure qui puisse léser un tant soit peu leurs intérêts. L'économie française, en effet a besoin de leurs services. Une seule «consigne» datant de 74, mais qui ne dérange guère les pétroliers, au contraire! Celle leur demandant dans le

cadre des économies d'énergie, de «réduire systématiquement les distances en empruntant les trajets les plus courts, ce qui conduit à frôler les côtes», expliquera un représentant d'une grande compagnie pétrolière dans La lettre de l'Expansion.

Quant au plan Polmar, censé offrir les moyens pour lutter contre une éventuelle marée noire, il est dérisoire. Un de ses responsables n'affirmait-il pourtant pas en privé, qu'une catastrophe du type de celle du Torrey Canyon ne pouvait plus avoir lieu, et ce quarante huit heures avant l'échouage de l'Amoco. Le plan Polmar, ce sera ces 11 km de barrages flottants pour des centaines de kms de côte polluée, qui ne résisteront ni au vent ni aux vagues! Ce sera ces pompes qu'il faudra faire venir de villes lointaines et même des USA! Le plan Polmar ce n'est que des seaux et des pelles, quand on réussit à mettre la main dessus! Depuis 11 ans, aucun matériel nouveau, aucune recherche n'a été entreprise par le gouvernement pour faire face à de telle catastrophe. Il est vrai qu'il devait être le seul à la croire impossible!

La colère des marins-pêcheurs

«DU TRAVAIL, PAS DE PÉTROLE !» «LES POLLUEURS DOIVENT PAYER !»

Près de 2 000 marins pêcheurs en manifestation dans les rues de Brest, ça ne s'était jamais vu ! Premiers touchés par la marée noire, les pêcheurs, avec leur syndicat CFDT et le comité local des pêches de Brest ont réagi immédiatement et avec force. Pour tous, ce sont des semaines, sinon des mois, de chômage forcé qui s'annoncent. Les stocks de pêche sont atteints, le matériel détérioré par le mazout, les zones de pêche recouvertes d'une épaisse couche de fuel. Pour les goémoniers, la saison devait

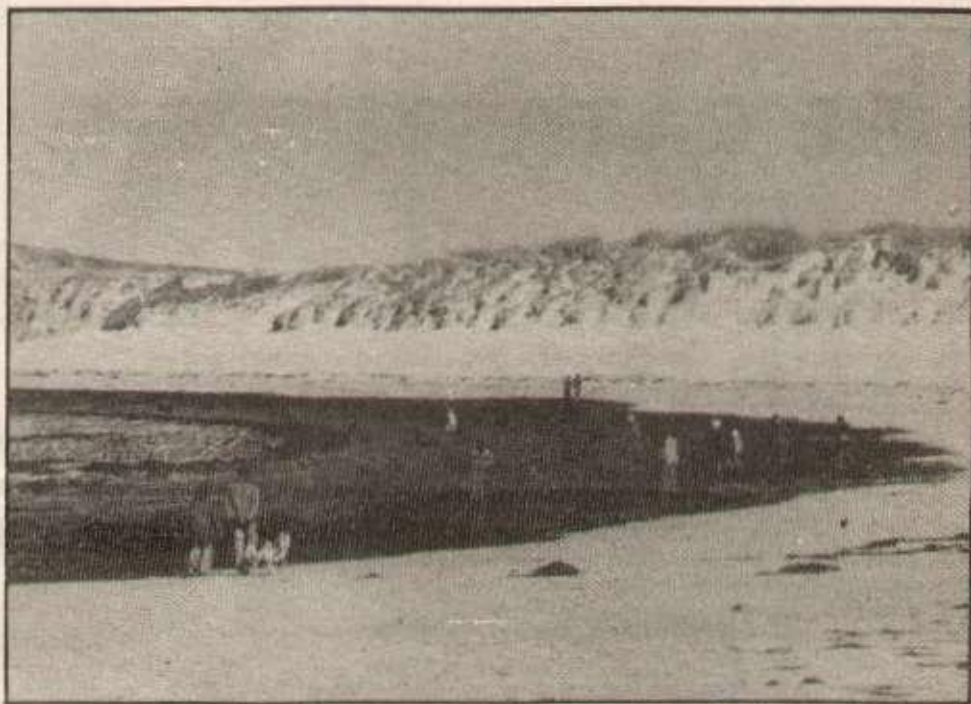
commencer le 15 avril ! Beaucoup de jeunes qui s'étaient équipés, qui avaient engagé de gros frais pour acheter des bateaux, se retrouvent avec d'énormes traites sur le dos. Comment payer le «rôle», indispensable non seulement pour pêcher mais pour bénéficier des prestations sociales ?

Ainsi, dès le lendemain de l'échouage de l'Amoco, on manifeste à Portsall et le lundi 20 mars, tous les pêcheurs du quartier de Brest et ceux de Morlaix vont porter massivement leurs rôles aux Affaires maritimes, en signe de

protestation. Ils exigent des indemnités pour le manque à gagner immédiat, un moratoire pour les prêts en cours et la validation des services pendant la durée du chômage forcé. La manifestation du mercredi 22 a été aussi l'occasion de renouveler le refus total de l'emploi des anti-polluants.

Partout, en Bretagne, la colère est grande. Dans chaque village de la côte polluée, des comités de défense regroupant tous les habitants sont constitués. Les manifestations se multiplient. A Morlaix, 1 000 lycéens assiègent la sous-préfecture, le jour même où les pêcheurs défilent à Brest. Les étudiants de l'Université de Bretagne occidentale se mettent en grève.

Des militants écologistes viennent déposer des oiseaux mazoutés dans la cour de la préfecture maritime. Plus les jours passent et plus la catastrophe prend de l'ampleur et plus l'agitation stérile des multiples «responsables» plus forts pour «pomper de l'air» que le pétrole, suscite l'indignation. C'est toute la colère bretonne qui converge le lundi 28 mars dans la grande manifestation de Brest et qui sans aucun doute va à nouveau s'exprimer avec force ce samedi !



Les indemnités, qui va payer ? et combien ?

Les pollueurs ne sont pas forcément les payeurs. La Société pour la Protection de la Nature en Bretagne en sait quelque chose puisque le procès engagé contre le Torrey Canyon n'a, onze ans après, toujours pas abouti. Depuis, les armateurs et les pétroliers ont prévu des plans d'indemnisation «Tovalov» (55 millions de francs) ou «Cristal» (36 milliards de dollars). Mais, aussi incroyable que cela paraisse, les victimes de la pollution doivent engager des procès pour obtenir réparation. Et celle-ci risque d'être bien en deçà des dommages effectivement subis.

Si l'indemnisation du manque à gagner immédiat

de tous ceux qui vivent de la mer peut être assez facilement évaluée, il en va autrement pour d'autres préjudices, comme l'extermination des oiseaux des Sept îles, la destruction à court et à long terme des espèces marines, poissons, crustacés, ou algues. En la matière, l'expérience passée n'apporte qu'une seule certitude : le maquis juridique est encore plus épais que les nappes de mazout et les pollueurs savent en profiter.

Le problème des indemnités est plus vaste encore. Les agriculteurs qui contribuent par leur travail et leur matériel à nettoyer la côte, récusent la somme dérisoire de 250 F par jour qui leur est

proposée en dédommagement. Les propriétaires de camions-citernes touchent, eux, plus de 1 500 F par jour, et de l'aveu de l'un d'eux, ils vont même «faire de l'argent» dans l'opération. Leur solidarité, les agriculteurs l'ont manifestée massivement. Mais ils ne veulent pas en être de leur poche. Pas plus ceux qui se disposent à accueillir les milliers de nettoyeurs des plages. Là encore, les précédents sont inquiétants : les pêcheurs réquisitionnés pour aider à la lutte contre la marée noire du Bohlen attendent toujours d'être indemnisés : selon les «autorités», la réquisition était seulement orale, alors vous comprenez...

Il y a 11 ans, le Torrey Canyon

Il y a onze ans le Torrey Canyon avait provoqué la destruction de :

- 100 000 tonnes d'algues
- 350 000 tonnes d'animaux.

Dix sept espèces d'oiseaux furent touchées. Le tableau suivant indique l'ampleur de leur destruction :

	1965	1967 (après le Torrey Canyon)
Pingouins	800	100
Guillemots	400	100
Macareux	2 700	280

D'autre part crustacés et mollusques furent détruits massivement. Or comparativement au Torrey Canyon, la quantité de pétrole déversée dans la mer par l'Amoco-Cadiz est 7 fois plus forte. Des scientifiques estiment la toxicité de ce pétrole 15 fois supérieure à celle du Torrey-Canyon.

Ces indications permettent d'apprécier l'ampleur de la catastrophe.

Mobilisation populaire et de la jeunesse

LES COMITÉS ANTI-MARÉE NOIRE

● Comment peut s'exprimer la révolte de la jeunesse et la colère populaire après le crime sans précédent qui vient d'être perpétré contre la Bretagne ? Les marins-pêcheurs sont organisés pour la défense de leurs intérêts immédiats en tant que victimes directes de la marée noire, mais pour tous les autres, quel cadre pour la lutte ? Quelles perspectives sont offertes aux travailleurs par les partis de gauche ou les directions syndicales, plus soucieux de canaliser ou de récupérer un mouvement que de développer un large mouvement ?

Sur la base de la colère qui existe, des aspirations de la jeunesse et des travailleurs, des «comités anti-marée noire» commencent à se monter un peu partout en Bretagne, regroupant des jeunes, des étudiants, des syndiqués, des militants d'associations populaires. Ils existent ou vont exister à Rennes, Brest, Morlaix, Lesneven, Landernau, Guimpamp, Quimper, Lorient.

L'UOPDP s'est engagée en tant que telle dans la création du comité de Rennes. Souvent encore informels, ils regroupent beaucoup de monde : 300 personnes à la première assemblée du comité de Brest convoquée pratiquement de bouche à oreille ! Des mili-

tants qui refusent la «récupération» par les partis de gauche et se posent la question d'une autonomie réelle par rapport à ces organisations.

Une démarcation concrète qui s'est retrouvée à la grande manifestation de lundi dernier à Brest où près de 10 000 personnes ont marqué leur volonté de lutte et d'indépendance par rapport à la gauche. Parmi lesquels un certain nombre de militants de base du PCF, du reste...

«CHARITÉ OU SOLIDARITÉ ?»

Les débats vont bon train autour de cette question, en même temps que la démagogie hypocrite et

récupératrice de Bellemare est critiquée. Les vrais responsables ne font rien ou presque pour pallier aux conséquences dramatiques de la marée noire, mais en plus ils tentent de récupérer politiquement la solidarité des travailleurs de France pour ceux de Bretagne, ainsi que tout le travail fourni par des milliers de soldats du contingent ! Une commission sur le «volontariat» a été créée pour faire déboucher politiquement ce débat dans le comité de Brest : «pour affirmer notre solidarité et dénoncer avec les pêcheurs les vrais responsables».

Pour le même objectif, celui d'un soutien à la fois concret et politique, une «commission de liaison avec les pêcheurs et les goémoniers» a été mise sur pied.

LA MOBILISATION DES ÉTUDIANTS DE SCIENCES

Autre exemple de la colère qui secoue la région, l'extraordinaire mobilisation

des étudiants de la Faculté des Sciences de Brest, qui se sont mis en grève, non sur des objectifs revendicatifs, mais pour entamer, en liaison avec les chercheurs de l'Institut d'Études Marines, un bilan écologique très précis de la côte du Finistère Nord. 100 points de la côte seront ainsi analysés, du point de vue de la flore et de la faune : une enquête dont les résultats seront à verser au lourd dossier de l'atteinte écologique de la Bretagne par les pétroliers.

Enfin de nombreux lycéens se sont mis en grève, des centaines de lycéens participent aux diverses manifestations. Ce mouvement de lutte qui démarre inquiète la bourgeoisie dont la presse a réduit à 2 000 le nombre de ceux qui lundi refusaient la dislocation de la manifestation de Brest !

Quant aux directions syndicales elles essayent de tenir le plus possible ce courant de lutte à l'écart des diverses initiatives

Les écologistes appellent au boycott de la Shell

Dès l'annonce de la nouvelle de la marée noire, les organisations écologistes ont réagi avec vigueur. SOS Environnement propose un comité «Shell doit payer». Les Amis de la Terre occupent les bureaux de la direction de la Shell et appellent à la création d'un comité international de boycott de la Shell. Des autocollants appellent à ce boycott. Les écologistes ont dressé une liste de mesures urgentes pour une surveillance correcte des côtes, contre les pavillons de complaisance, pour la limitation du tonnage des supertankers.

Jeudi 30 mars à Paris, de nombreuses associations donnaient une conférence de presse sur la marée noire en Bretagne. Il y avait là des associations

d'écologistes (les Amis de la Terre, etc.), des représentants de milieux scientifiques, des journalistes et écrivains amis de la nature, des représentants professionnels des ostréiculteurs et des représentants d'associations de jeunes, de plongeurs sous-marins. Ils ont dressé un bilan de la pollution pétrolière et expliqué les actions qu'ils allaient mener les jours prochains (le boycott de la Shell par exemple) et leurs revendications.

Enfin, dans les diverses manifestations, les écologistes, à travers des mots d'ordre comme «mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain» ont dénoncé les dangers engendrés par la politique énergétique actuelle.

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains, par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

**Congrès de la FSM à Prague****Dans un pays où les syndicalistes indépendants sont en prison**

Le Congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) va se dérouler à Prague du 16 au 23 avril. A cette occasion, nous avons lancé depuis quelques temps déjà une campagne de presse contre la participation de la CGT à ce congrès.

Rappelons rapidement quelques articles déjà parus qui doivent servir à dénoncer la participation de la CGT au congrès : « Séguy prend ses distances » (22-23 mars 1977 No 754) « Combattre l'impérialisme dans les syndicats » (HR bimensuel No 20 du 8 au 22 décembre 1977), « Boycott du congrès de la FSM » (29 mars 1978 - No 857).

Chez nous, nombreux sont les travailleurs qui se battent pour un syndicalisme indépendant des partis bourgeois de droite et de gauche. En Union soviétique, et dans les Pays de l'Est il en est de même.

Récemment encore, trois ouvriers des pays de l'Est s'adressaient aux syndicats français pour protester contre la répression anti-ouvrière qui sévit là-bas. En Union soviétique, le 27 février 1978, deux travailleurs au nom de « 200 travailleurs soviétiques » rendaient publics à Moscou les statuts d'une « organisation syndicale indépendante de l'appareil d'Etat ». En Pologne, un « Comité ouvrier » a lancé un appel en faveur de la création de « syndicats libres ».

C'est que dans les pays de l'Est avec le rétablissement du capitalisme en Union soviétique, les syndicats sont devenus des armes au service de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat.

Ils collaborent directement avec l'Etat, sont directement commandés par le Parti soi-disant communiste. On a même vu en Union soviétique le dénommé Chélepine diriger un temps les syndicats soviétiques après avoir été patron du KGB (espionnage russe).

Dans ces conditions le syndicat ne correspond plus à rien pour les ouvriers. On y adhère pour avoir la paix ou du travail car sans cela, on est sûr de ne pas en avoir.

C'est en fait à une CFT d'Etat que s'affrontent les ouvriers des pays de l'Est. A Prague, les dirigeants de ces soi-disant syndicats « ouvriers » prendront la parole et exposeront les « merveilleuses réalisations de socialisme » dans leur pays et de la « solidarité internationale ».

Il s'agit en fait d'une sinistre farce. Et c'est à cette farce que ne doivent pas aller les dirigeants de la CGT. Pour cela, il faut que partout où cela est possible, dans toutes les sections syndicales où existent des possibilités, dénoncer cette opération, exiger les prises de position claires contre la participation, susciter des pétitions contre la participation. C'est très important. Pas plus que nous n'acceptons de l'impérialisme qu'il exploite les peuples, pas plus nous nous accepterons que des syndicalistes français aillent dans un pays occupé par les troupes d'un impérialisme féroce : l'impérialisme russe.

D'autres initiatives sont possibles : panneaux sur les marchés montrant la réalité de l'occupation militaire russe en Tchécoslovaquie, appels à faire signer, dénonciation au mégaphone, etc.

Il faut qu'aujourd'hui, partout, s'élève la voix des travailleurs, des syndicalistes honnêtes et sincères. Il faut que nous fassions bien comprendre l'enjeu de cette bataille : en combattant aujourd'hui, pour que la CGT n'aille pas à Prague, nous combattons pour que demain la même clique dirigeante CGT ne fasse pas subir aux ouvriers ce que font subir les dirigeants syndicaux dans les pays de l'Est.



● Aubigné-Racan (Sarthe)

Réunion publique de l'Humanité rouge

A Aubigné-Racan, les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge ont organisé une réunion au sujet des élections, pour expliquer leur position, pourquoi a été créée l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, bien qu'il n'y ait pas de candidat dans le sud de la Sarthe.

Différents camarades paysans et ouvriers sont intervenus sur les élections, sur la situation des petits paysans, sur l'organisation locale de la Jeunesse communiste-marxiste-léniniste.

Ensuite, la parole fut donnée à l'assistance qui regroupait une cinquantaine de personnes.

Les problèmes concrets des luttes locales furent abordés, la récente lutte des paysans-travailleurs contre la Wessafic, la lutte des travailleurs de la Sopanec, usine occupée depuis près de trois mois sans solution actuellement, la situation grave du chômage dans ce secteur, la grève d'un atelier de moutage de l'Usine Pelletier du Lude, etc.

Puis, les questions vin-

rent sur l'explication de nos positions par rapport aux élections, par rapport aux partis en lice, toujours concrètes. Par exemple, pourquoi appeler à l'abstention ou vote nul au second tour, alors que pour les travailleurs durement touchés par le chômage dans la région l'ennemi était avant tout le candidat de l'UDF, De Maigret, d'ailleurs élu, bien que, toutefois, beaucoup de travailleurs ne se soient pas fait d'illusion sur les partis de gauche.

Des militants de base du

PS se trouvaient dans l'assistance, partageant des positions défendues par les marxistes-léninistes.

Des militants syndicaux se trouvaient également là, qui soulignèrent que de toute façon, dans la campagne électorale, les grands absents étaient les travailleurs, et notamment ceux en lutte, et que de là, seulement, les travailleurs pourraient obtenir des satisfactions.

Les petits paysans présents insistèrent sur la nécessité de l'unité ouvriers-paysans dans les luttes.

Union de la gauche : (l'impasse)**Pourquoi ? (2)****1965 : Waldeck-Rochet choisit Mitterrand**

La fin de la guerre d'Algérie et la forte majorité gaulliste aux législatives des 18 et 25 novembre sont les deux faits marquants de l'année 1962. Le PCF a encore pour secrétaire général Thorez. Ce parti a fait son choix : celui de la « voie de passage pacifique au socialisme ». Un choix qui va se confirmer de mois en mois et d'année en année jusqu'à la dernière étape en date : l'échec électoral de la gauche en mars 1978.

1963 : Defferre lance l'opération « Monsieur X ». Le but pour lui, est de prendre la tête d'une « Grande fédération » qui regrouperait les socialistes de la vieille SFIO, dirigée par Guy Mollet, les radicaux genre Servan-Schreiber et les centristes du type Lecanuet.

Les dirigeants du PCF ne peuvent accepter cette « Grande fédération » car elle les condamnerait à l'isolement par rapport aux partis bourgeois réformistes et centristes. Or, du fait même d'avoir choisi la voie parlementaire, pour arriver au pouvoir, il faut que le PCF s'allie avec de tels partis.

Il ne peut avoir la majorité parlementaire à lui tout seul. Dès lors, commence le long itinéraire de Waldeck-Rochet (qui succède à Thorez) puis de Marchais : arracher à la SFIO une alliance, un Programme commun.

En 1963 et 1964, des contacts secrets ont lieu entre la SFIO et le PCF. Les dirigeants du PCF peuvent s'appuyer sur Guy Mollet qui place ses espoirs dans une alliance avec le PCF (mais pas à n'importe quel prix) et aussi sur Mitterrand, dirigeant d'un petit club socialiste, la Convention des institutions républicaines (CIR).

Le tournant s'opérera lors de la préparation des élections présidentielles de 1965. Gaston Defferre poursuit son idée de « Grande fédération ». Au point de départ, Mitterrand ne s'y dit pas opposé. Defferre sera-t-il candidat face à De Gaulle ?

Non. Lors de la rencontre entre socialistes et cen-

tristes le 15 juin*, Guy Mollet fait capoter l'opération : il pose des conditions (notamment l'alliance avec le PCF) que les centristes ne peuvent accepter.

Mitterrand voit tout le parti qu'il peut tirer de ces divisions entre Guy Mollet et Defferre au sein de la SFIO. « Depuis 1962... j'ai su que je serai candidat. Quand ? Comment ? Je ne pouvais le prévoir », déclarera-t-il plus tard dans « Ma part de vérité ».

Entre le 10 et le 15 septembre, Mitterrand rencontrera par trois fois Waldeck-Rochet. Le 17 septembre 1965, Mitterrand dans une conférence de presse annonce qu'il est candidat de la gauche face à De Gaulle aux présidentielles.

Il est soutenu par la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) qui regroupe la SFIO, les radicaux et une cinquantaine de petits clubs socialistes et par le PCF.

Mitterrand a su s'imposer comme l'homme qui pouvait faire l'unité entre Guy Mollet pour la SFIO et Waldeck-Rochet pour le PCF. Si Guy Mollet a joué un rôle non-négligeable dans cette alliance, Waldeck-Rochet en a été le vrai moteur : il a momentanément arraché la vieille SFIO à une alliance avec les centristes, il a sorti le PCF de son isolement électoral.

Apparemment, cette stratégie porte ses fruits pour les socialistes et le PCF. De Gaulle est mis en ballottage par Mitterrand au premier tour, à la surprise générale. Il sera toutefois réélu au second tour.

Mais pour arriver à ce score électoral, les dirigeants du PCF ont passé sous silence bien des points de divergences et surtout renié à nouveau bien des principes du marxisme et du léninisme.

(Prochain article : « Trahir pour s'unir »).

*Parmi les présents citons : Defferre et Mollet (SFIO), Lecanuet, Fontanet et Abelin (MRP), Faure, Billières, Duhamel (Radicaux) et Mitterrand (CIR). Servan-Schreiber y représente un petit truc intitulé « Horizon 80 ».

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

• Iran

**Nouvelle émeute :
2 morts au moins**

Une courte mais violente émeute a affecté mercredi soir Yazd, capitale provinciale de 400 000 habitants dans le centre de l'Iran, tandis que des incidents anti-gouvernementaux étaient signalés dans plusieurs autres grandes villes.

L'émeute de Yazd a fait « au moins deux morts » et la police, après avoir vainement tenté de disperser les manifestants avec des grenades lacrymogènes, a dû se résoudre à tirer », annonce jeudi l'agence iranienne « Pars » (Pana).

Cette vague d'agitation

à Yazd ainsi que dans plusieurs autres grandes villes du pays est consécutive à la journée de deuil observée jeudi par la communauté musulmane d'Iran quarante jours après les émeutes sanglantes de Tabriz.

D'autres violences sont signalées dans plusieurs autres villes où des groupes de manifestants se sont répandus dans les rues, en brisant les vitrines, notamment de banques et d'hôtels. A Téhéran, où le « Bazar » est demeuré fermé, deux engins explosifs ont été lancés contre un bar de la ville.

• Pays-Bas

**Deux Soviétiques
expulsés**

Deux ressortissants soviétiques, le directeur du bureau de voyage de « l'Intourist » et un membre de la mission commerciale soviétique à Amsterdam ont été expulsés des Pays-Bas.

S.V. Sgervayev, membre de la mission commerciale soviétique à Amsterdam et I.A. Lopukhov, directeur du bureau de « l'Intourist », auraient tenté de recueillir des informations concernant l'industrie électronique et l'industrie des ordinateurs.

Ils auraient notamment tenté de reprendre les contacts qu'avaient eu, aux Pays-Bas, deux soviétiques, l'un, employé de la mission

commerciale et l'autre d'une entreprise électronique (ELORG) avant leur expulsion en 1976.

Les deux hommes auraient proposé, dans certains cas, jusqu'à 50 000 florins (plus de 100 000 FF) à leurs interlocuteurs.

La mission commerciale soviétique, aurait organisé en 1976, l'entrée aux Pays-Bas de 500 camions soviétiques qui, sous prétexte de livrer de la tourbe dans les campagnes néerlandaises, mesuraient la résistance du réseau routier secondaire que pourraient emprunter des convois militaires.

• OPEP

**Baisse du pouvoir
d'achat des pays
pétroliers**

Les revenus de l'OPEP ne représentent, en pouvoir d'achat, qu'un tiers de leur valeur d'il y a cinq ans, avant le quadruplement des prix du pétrole, en raison de l'effritement du dollar et de l'inflation en occident, a indiqué jeudi à Vienne, un porte-parole de l'organisation des pays exportateurs de pétrole.

Les experts de l'OPEP es-

timent que l'indice des prix de leurs exportations — surtout de matériel et de technologie — se situait fin 1977 à 300 pour cent par rapport à la moyenne de 1973.

Les pertes résultant de la dépréciation du dollar, de la baisse de facturation des prix du brut, ont par ailleurs été évaluées, pour 1977, de douze à dix-huit milliards de dollars selon les paramètres retenus.

Frictions**américano-brésiliennes**

Carter poursuivait, hier jeudi, sa tournée mondiale par une escale au Brésil dans une atmosphère prudemment qualifiée de « plutôt amicale et constructive ».

Il a pris soin de mettre la dictature brésilienne à l'aise sur la question des droits de l'homme, en affirmant sans vergogne que « Le Brésil,

comme les USA se battait pour ce problème difficile » et qu'il « avait fait de grands progrès en ce domaine ».

En aparté, il a pourtant réaffirmé son opposition à l'achat par ce pays à l'Allemagne d'une usine de traitement nucléaire. Mais il ne semble désormais plus guère en mesure d'imposer son veto sur ce point.

Les écoles normales en lutte

Après l'appel de la coordination nationale des écoles normales d'instituteurs (voir HR 857 du 30 mars), la coordination régionale parisienne a organisé ce jeudi après-midi une manifestation à Paris. Celle-ci a regroupé de 4 000 à 5 000 manifestants qui scandaient des slogans et distribuaient des tracts concernant leurs revendications sur la titularisation immédiate de tous les non-titulaires, la création de pos-

tes budgétaires, le contenu et la sanction de leur formation.

Malgré les intimidations et les provocations de la police (celle-ci allant jusqu'à frapper des manifestants), la manifestation s'est déroulée de la place de la République au plateau Beaubourg, puis pendant environ une heure, à l'intérieur du centre Beaubourg lui-même.

D'autre part, lors de la manifestation organisée par

les normaliens d'Aix-en-Provence, jeudi matin, devant le rectorat, la police a chargé et blessé quatre personnes (hospitalisées) et arrêté une autre.

L'école normale de Nice est occupée depuis jeudi matin pour deux jours et celle de Melun a été réoccupée aujourd'hui. Les normaliens de l'école normale de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) organisent une journée « portes ouvertes », samedi 1er avril, de 10 h

à 17 h.

Quant à la préparation de la manifestation nationale, elle se fera ce samedi à Paris, avec la participation des syndicats enseignants SGEN-CFDT et de certaines sections départementales du SNI (bourse du Travail à Paris).

Une autre coordination nationale pour approfondir la plate-forme revendicative se tiendra le samedi 22 avril à l'école normale de Rouen. Correspondant HR.

• Paris

**Emmenée par la police de chez elle à l'hôpital
Elle est retrouvée atrocement brûlée**

Une jeune Allemande, Heide, qui vit à Paris vient d'être la victime de tortures, de brûlures très graves après avoir été embarquée de chez elle par la police et avoir été retrouvée à l'hôpital Saint-Anne.

Prise de cafard, Heide, le matin du 21 mars, ne va pas travailler et se met à boire de la liqueur de café. A 15 h, elle téléphone à un de ses amis, Jacques Sorein, qui se rend chez elle. Il constate qu'elle fait une dépression.

Comme elle crie, le gardien de l'immeuble appelle la police. Les flics arrivent à six ou sept. Ils sont très

agressifs et veulent emmener la jeune femme à l'hôpital. Son ami lui-même la conduit dans le car de police. Celui-ci, quelques instants après, s'arrête devant le commissariat. L'ami de Heide est contraint par les policiers de descendre, son amie étant emmenée ailleurs, il ne sait où, la police refusant de le lui indiquer.

C'est alors qu'au cours de son interrogatoire, un flic lui dit en pénétrant dans la pièce : « Alors, ton amie est une gauchiste qui a fui l'Allemagne... ».

Au bout d'un moment, Jacques est mis à la porte du commissariat. Après avoir téléphoné à tous les hôpitaux des environs, il apprend que Heide est à Saint-Anne. Lorsqu'il la retrouve, Heide porte sur le ventre, le sexe, les cuisses et les fesses d'atroces brûlures qui ont été certainement provoquées par un liquide corrosif. Le bras

droit et deux doigts de la main sont brûlés au troisième degré. Son visage est marqué par des coups et elle porte sur le sein une estafilade.

Heide, elle, ne se souvient de rien ou presque. C'est en se réveillant qu'elle s'est aperçue de son état.

La police nie toute responsabilité. Mais les faits horribles sont là. Une femme a été torturée et brûlée. Par qui ? La vérité doit être faite et les coupables très sévèrement punis.

Mondial 78 : VIDÉA MEILLEUR « BUTTEUR »



« L'Épique » est paru. C'est le 3e numéro de cette contre « Equipe ». Il est entièrement consacré à la Coupe du monde de football. Nous avons donné le sommaire dans le numéro daté du 29 mars de notre journal. « L'Épique » est réalisé par le COBA. Pour se le procurer, écrire au COBA, 14, rue de Nanterre - Paris 15e. Joindre 1 F pour frais d'envoi. L'exemplaire coûte 2 F.

**Le PS aux côtés
des sionistes**

Un conseiller municipal socialiste de Lille a adressé une lettre au préfet de police du Nord pour lui suggérer « d'interdire à l'avenir des manifestations pro-palestiniennes » avec la participation d'étudiants étrangers, qui, ose-t-il écrire, constituent une véritable incitation à la haine raciale.

Cette lettre, publiée jeudi par le quotidien « Nord-Matin », mentionne la manifes-

tation qui s'est tenue samedi à Lille pour protester contre l'agression sioniste du Sud Liban.

En affirmant, à cette occasion, qu'« il est contraire à l'ordre public que des étrangers manifestent en France », cet élu du PS révèle un peu mieux encore l'« ordre public » dont rêve son parti : aussi musclé que celui de Giscard et un peu plus sioniste encore.

• Livry-Gargan

Samedi 1er avril

Journée «portes ouvertes»

Les élèves-institutrices (teurs), remplaçantes (ants) de Livry-Gargan en lutte depuis le 6 mars pour obtenir la création de postes et une autre formation adaptée à leur métier appellent l'ensemble de la population à venir les soutenir et à discuter avec eux à la journée « portes ouvertes » qui se tiendra le samedi 1er avril à l'école normale, 45, avenue Zay. Autobus 147 A (mairie d'Ivry), autobus 147 B (les Côteaux).